

de la lutte pour renverser le capitalisme en Israël, dans les Territoires Palestiniens et au Moyen-Orient et pour établir un Israël socialiste côte-à-côte avec une Palestine socialiste indépendante, lesquels s'intégreraient dans une fédération démocratique et socialiste de la région.

Les manifestations contre la guerre subissent une lourde répression

Beaucoup de manifestations contre la guerre se sont déroulées dans beaucoup de villes en Israël, en Cisjordanie et dans le Moyen-Orient, certaines avec des participations massives. Dans la bande de Gaza, les manifestants sont parvenus à nouveau à ouvrir une brèche dans la frontière avec l'Égypte dans une tentative justifiée de briser le siège, mais ils ont rencontré le tir des gardes frontière égyptiens. Le Comité Suprême Arabe en Israël a déclaré une grève commerciale et une grève semblable a été déclarée en Cisjordanie. Des manifestations en Cisjordanie et à Jérusalem ont été féroce ment réprimées. Sous le couvert de la guerre, la police et les militaires augmentent leurs moyens de répression : au village Ni lin en Cisjordanie, par exemple, deux manifestants ont été tués par des tirs. A toutes les universités israéliennes, les manifestants ont été dispersés par la police anti-émeute.

La répression des manifestations est accompagnée d'intensives incitations anti-arabe dans les médias de l'establishment, qui soutiennent la répression et décrivent les manifestations comme des troubles de l'ordre public. L'establishment entier est enrôlé afin de faire taire l'opposition et les protestations. L'extrême-droite relève la tête et avec elle les appels racistes pour attaquer les droits démocratiques des citoyens palestiniens en Israël.

Dans le contexte de cette atmosphère super-militariste, une pression est également exercée sur les luttes des travailleurs. Le comité des travailleurs à l'Israeli Electric Corporation, par exemple, a suspendu la lutte des travailleurs contre les attaques qui suivent le début de la guerre.

À Tel Aviv, le samedi soir, des centaines de militants juifs et arabes - comprenant des membres de Tnu'at Maavak Sotzialisti - ont manifesté devant le ministère de la Sécurité. Nos camarades ont crié des slogans tels que le "Barak : ministre de la Sécurité, vous n'achèterez pas la loi avec du sang", "Juifs et Arabes refusent d'être ennemis", "On fait couler le sang pour le prestige des ministres", "Aucune paix, aucune sécurité, ne démantèlent la loi du Capital", "De l'argent pour l'enseignement et les emplois, pas pour la guerre et l'occupation", "Le gouvernement a créé un désastre à Gaza et à Ashkelon", "À Gaza et à Sderot, les enfants veulent vivre", "Plus de murs et d'abris - dialogues entre résidents", et d'autres encore.

La conférence Socialisme 2008, organisée par nous un jour avant l'attaque, a été suivie par des dizaines de participants, y compris des résidents du Negev occidental tout comme des dirigeants de premier plan de travailleurs récemment en lutte. Lors de ce meeting, nous avons averti des dangers de la politique sécuritaire des partis gouvernementaux et de l'establishment et avons aussi averti qu'on ne peut pas faire confiance aux partis qui ne fournissent pas de sécurité économique pour fournir sécurité en cas de guerre et de terreur. Les lois du capital n'apporteront pas une vraie paix ou une vraie sécurité. Lors de ce meeting, l'organisation a exprimé sa solidarité avec les familles juives et arabes qui subissent cette situation, à Sderot, à Ashkelon, dans la bande de Gaza et les autres villes à proximité.

Les journaux rapportent déjà la colère croissante des gens dans le Negev occidental concernant les conditions de vies très basses. De façon comparable à l'atmosphère qui a accompagné la deuxième guerre du Liban, la vague nationaliste diminuera, au fur et à mesure où les gens se rendront compte qu'ils sont trompés. Mais sans un large mouvement socialiste capable de proposer une alternative politique, il y a également des chances que les populistes de droite tels que Lieberman réussissent à exploiter la colère contre l'élite et sortent renforcés. C'est, naturellement, un vrai danger, et c'est une autre raison pour laquelle le besoin de construire un mouvement est un besoin critique.

- * Une fin immédiate aux bombardements ainsi qu'au reste des opérations militaires dans la bande de Gaza, et une pleine compensation financière du gouvernement israélien aux familles des victimes des deux côtés de la barrière
- * Un cessez le feu immédiat et complet qui comprend la fin du siège économique et financier des habitants de la Bande de Gaza et la fin des opérations militaires dans les Territoires Palestiniens, Stop aux tirs de roquette contre les habitants du Sud de l'Israël
- * Continuer les manifestations communes de Juifs et Arabes contre la guerre à Gaza, contre la séparation nationale, contre le conflit et contre l'extrême-droite
- * La fin de la répression policière et militaire du droit de manifester et à la fin des incitations anti-Arabes institutionnalisées, nationalistes et racistes
- * La fin des jeux sur la peur des gens en Israël par l'establishment capitaliste, à la fin de l'instrumentalisation de la vie des habitants à des fins électorales et à la fin du recours aux soldats comme chair à canon.
- * La fin des aventures militaires de l'élite dirigeante et de ses tentatives de cacher les problèmes politiques et sociaux de cette manière
- * Un échange de prisonniers complet qui inclut la libération du soldat Gilad Shalit
- * Un dialogue direct entre habitants israéliens et palestiniens, à un renforcement des liens entre travailleurs et organisations sociales des deux côtés de la division nationale
- * La construction de larges partis socialistes composés des travailleurs, tant en Israël que dans les Territoires Palestiniens, qui puissent mener la lutte pour résoudre les problèmes sociaux, ce qui comprend le conflit israélo-palestinien
- * Retirer l'armée des Territoires Palestiniens et à retirer toutes les mesures d'oppression et d'occupation imposées aux masses palestiniennes comme les checkpoints, le mur de séparation ou les colonies. Non au annexions de terres, des échanges de terres uniquement sur base d'accord complet et démocratique entre travailleurs et pauvres israéliens et palestiniens.
- * Une véritable sécurité et une véritable paix, à la fin du conflit israélo-palestinien et à la fin aux interventions et dictats militaires, politiques et économiques menés par les grandes puissances sur les masses du Moyen Orient et menés par le gouvernement israélien dans les Territoires Palestiniens et les Etats voisins.
- * Une lutte pour un Israël socialiste à côté d'une Palestine socialiste indépendante aux frontières déterminées démocratiquement par des discussions directes entre représentants des habitants et avec des garanties de pleine liberté de mouvement, à une lutte pour que Jérusalem soit la capitale commune des deux Etats socialistes, avec des règles autonomes des deux côtés de la ville.
- * Une lutte unifiée des masses du Moyen-Orient pour de bonnes conditions de vie, pour la paix et pour le socialisme, pour un Moyen-Orient démocratique et socialiste avec des droits garantis pour tous les groupes et minorités.

Alternative Socialiste

supplément - janvier 2009

Déclaration du Mouvement Socialiste de Lutte (Tnu'at Maavak Sotzialisti | Harakat Nidal Eshteraki), CIO Israel

STOP À LA GUERRE À GAZA

Des centaines de morts, des milliers de blessés et toujours pas de réelle sécurité pour les Israéliens ou les Palestiniens

Les centaines de tués de ces derniers jours ne vont pas apporter la paix, mais plus de fureur et de morts. Tnu'at Maavak Sozialisti (Harakat Eshteraki Nidal) s'est toujours opposé aux tirs de roquettes Qassam ainsi qu'aux attentats contre les familles des travailleurs et des pauvres en Israël, dans les territoires palestiniens et dans le Moyen-Orient. L'offensive actuelle n'est nullement une action défensive et n'a pas pour objectif d'apporter la tranquillité aux résidents du sud d'Israël. Comme lors de la deuxième guerre du Liban, à laquelle nous nous sommes également opposés, nous ne parlons pas seulement d'une absence de solution, mais aussi d'une exacerbation des problèmes. Le gouvernement actuel est responsable de l'escalade actuelle et de ses conséquences. Cette offensive ne va pas apporter de solution et démontre une fois de plus que le principal danger pour la sécurité des habitants d'Israël et de la région provient de l'élite dirigeante israélienne.

Avec plus de 365 Palestiniens tués, 1.600 blessés, et 4 Israéliens, juifs et arabes, tués, c'est la plus grande offensive aérienne de tous les temps dans les territoires palestiniens. Les dix premières heures de l'attaque ont vu des dizaines de milliers de tonnes d'explosifs s'abattre sur Gaza. Le gouvernement et l'armée savaient très bien que les tirs de projectiles - dont peu sont de véritables missiles - augmenteraient en réponse à l'attaque. Ils avaient même estimé que le nombre de tirs atteindrait les 100 par jour durant l'opération. Comme c'était à prévoir, l'offensive sème la colère dans toute la région entière et exacerbe la polarisation nationale entre les Juifs et les Arabes.

Le véritable but de l'offensive n'est pas de ramener le calme, tout comme ce n'était pas le but de l'opération "Hiver chaud" en février 2008 ou lors de la précédente guerre de Gaza (l'opération "Pluie d'été") menée parallèlement à la seconde guerre du Liban. Nous nous étions également opposés à ces attaques qui avaient fait 550 tués. Maintenant comme alors, la guerre n'est que la poursuite de la politique du gouvernement par des moyens militaires. Le but de l'attaque n'est pas de mettre fin aux tirs de projectiles, mais de déstabiliser le gouvernement Hamas de la bande de Gaza, tout en donnant l'impression que le gouvernement fait des efforts pour trouver



une solution à ces tirs. Pour l'élite israélienne, les jeux de prestige vis-à-vis du Hamas sont plus importants que la sécurité des résidents du sud d'Israël, qu'ils utilisent comme otages. Tout cela s'effectue sous le couvert de la période électorale en Israël et de la période de transition entre les gouvernements aux USA. Il s'agit aussi d'effacer l'image de défaite qui colle au gouvernement depuis la deuxième guerre du Liban. En même temps, cela démontre la détermination de l'élite à engager une autre confrontation sanglante avec l'Iran et le Hezbollah.

Une guerre avant les élections est une tactique classique employée par des gouvernements en faillite. Ce gouvernement a été impliqué dans des opérations militaires sanglantes et de grande ampleur. Il lance maintenant une autre opération militaire conçue pour sauver « Kadima » et « Avodah » de leur effondrement dans les sondages en compromettant la sécurité des habitants de la bande de Gaza, de Sderot, d'Ashkelon, de Netivot, et des autres villes dans la région.

Le millionnaire ministre de la Sécurité Barak a déjà annoncé qu'il arrêterait sa campagne électorale, ce qui n'est pas étonnant parce qu'il comprend parfaitement que la campagne militaire forge sa propre campagne électorale. Tous les partis de l'establishment profiteront à court terme du prestige de l'initiative militaire, exploitée également pour détourner l'attention de la crise économique mondiale. Aucun des partis de l'establishment, qui soutiennent tous le capitalisme, n'a de solution pour la sécurité d'emploi et les conditions de vie des travailleurs. Ils n'ont pas davantage de solution au conflit israélo-palestinien et aux problèmes qu'il entraîne.

L'opération militaire a reçu comme de coutume un nom cynique - « Plomb durci » qui provient d'une chanson de Hanukah - comme si des éléments de l'élite israélienne ne voyaient dans cette opération

www.socialisme.be

pas beaucoup plus qu’un jeu ou une aventure. Cette aventure militaire a déjà exigé un lourd tribut en vies humaines – dès les premières heures, le nombre de morts a dépassé celui des Israéliens tués par tous les projectiles lancés de la bande de Gaza jusqu’à maintenant.

Malheureusement, cette aventure n’est pas finie, le gouvernement refuse tout cessez-le-feu et n’exclut pas d’ouvrir un autre front contre le Hezbollah au Liban. Des milliers de réservistes ont déjà été mobilisés par des décrets d’urgence. L’offensive va se heurter à des difficultés et ne fera qu’aggraver les problèmes dans le Moyen-Orient. Comme Barak l’a déclaré: “Ce ne sera pas facile, et ce ne sera pas court.”

Le gouvernement a saboté la « trêve »

Le gouvernement israélien a refusé de renforcer la ‘trêve’ et de la transformer en cessez-le-feu véritable, ce qui aurait au moins amélioré la vie quotidienne des Israéliens et des Palestiniens, sans même parler de toute prise réelle d’une initiative pour en finir avec le conflit israélo-palestinien, ce que le gouvernement est incapable de faire. Bien au contraire, pendant les mois de ‘trêve’, le gouvernement a continué ses actions provocatrices - comme par exemple le 4 novembre, le jour des élections aux USA, où des bombardements aériens ont eu lieu. Comme Barak le dit maintenant, l’opération militaire a été prévue en détail pendant ces mêmes mois. En Cisjordanie et dans la bande de Gaza, les opérations militaires ont continué. Le gouvernement a refusé de procéder à un échange complet de prisonniers, ce qui aurait pu aussi rendre le soldat captif Shalit à sa famille.

Au cours de la période de ‘Trêve’, le siège économique et militaire de la bande de Gaza a continué, avec la collaboration des grandes puissances, de l’Egypte, du Fatah et du reste des régimes de la Ligue Arabe. La plupart protestent maintenant hypocritement contre le massacre. Abbas (Abou-Mazen) et le régime dictatorial de Moubarak en Egypte ont même surpassé les autres quand ils ont donné un appui implicite à l’attaque d’une manière bien plus prononcée que certains des régimes arabes l’avaient fait au début de la deuxième guerre du Liban. La ministre des affaires étrangères, Livni, a été invitée lors d’une visite spéciale au Caire deux jours avant la guerre.

Cette collaboration a exaspéré les masses arabes au Moyen-Orient. Elle a augmenté la haine des régimes corrompus de la Ligue Arabe qui, comme le régime corrompu d’Israël, n’agissent pas pour servir les travailleurs et les pauvres, mais pour les exploiter et de les réprimer. La colère qui éclate maintenant pourrait précipiter la fin du régime affaibli de Moubarak en Egypte et affaiblir encore plus Abbas qui apparait comme une marionnette du gouvernement israélien. La nouvelle situation fait des pourparlers d’Annapolis une farce encore plus grotesque. Ces négociations de paix avaient été suspendues à cause de la guerre et n’ont jamais été prises au sérieux, que ce soit en Israël, dans les territoires palestiniens ou dans le reste du monde.

Depuis le retrait des colonies et de l’armée de la bande de Gaza en 2005, l’élite israélienne a continué dans la pratique à dominer le territoire comme si c’était une gigantesque prison. Après la victoire du Hamas aux élections pour le Conseil Législatif Palestinien, l’élite israélienne avait augmenté ses attaques contre les habitants avec le soutien des grandes puissances. Le Hamas avait remporté les élections en raison de la colère qui vit contre les chefs corrompus du Fatah et dans la perspective de l’échec des organisations palestiniennes, qui se sont par le passé qualifiées de socialistes.

Le Hamas est, naturellement, loin d’être un mouvement socialiste et est également une barrière dans la lutte des masses palestiniennes pour la libération nationale car il ne propose pas de stratégie pour une solution sérieuse aux problèmes qui se posent aux masses palestiniennes. Il est incapable de construire un soutien parmi les travailleurs et les pauvres israéliens à qui il nuit. Néanmoins, le Hamas est renforcé en raison

de la corruption et de la trahison du Fatah ainsi que des actions du gouvernement israélien. La majorité des Palestiniens, comme des Israéliens, en a assez des grandes partis politiques existant actuellement et il y a un grand besoin d’une alternative.

Juste avant la guerre, le gouvernement avait cyniquement pris la crise humanitaire sous sa responsabilité et temporairement ouvert le passage des frontières à l’arrivée de nourriture et de médicaments. Les généraux et les politiciens de tous les partis de l’establishment israéliens justifient la politique de punition collective contre les habitants de la bande de Gaza comme une réponse aux tirs de roquettes contre les habitants israéliens des villes proches de la bande de Gaza. C’est une autojustification hypocrite. Le même gouvernement et les mêmes militaires jouent cyniquement avec les peurs, les soucis et la détresse des résidants du Negev occidental, ils ne proposent qu’une détérioration du problème et un approfondissement du conflit.

Le prix du conflit est finalement payé par la masse des familles des travailleurs et des pauvres israéliens et palestiniens, et pas par l’élite de décideurs qui tirent profit la plupart du temps du conflit national. Les tirs de roquettes sont juste le symptôme d’une situation dont le responsable en chef est l’élite israélienne, même si les fonctionnaires du ministère des Affaires Etrangères et les journalistes travaillent vingt-quatre heures sur vingt-quatre pour brouiller ce fait. le nombre de victimes de chaque côté témoigne tous les ans du point auquel le conflit pour la terre est loin d’être symétrique.

Durant des années, la politique gouvernementale avait imposé une occupation et une oppression systématique des masses palestiniennes par des moyens innombrables comprenant des démolitions, la famine et la tuerie. Au cours de ces derniers mois, le gouvernement a choisi de priver les habitants de la bande de Gaza de sorte que la grande majorité d’entre eux souffre de pauvreté extrême et manque de tout pour vivre, de nourriture comme de médicaments et d’électricité. Naturellement, cette situation entraîne l’opposition. Tant que il y aura une oppression nationale, le conflit national et le carnage continueront.

Le conflit est en dernière instance un problème social

Il y a des organismes palestiniens religieux de droite, tels que le Hamas, qui essayent de concurrencer Israël dans le massacre de civils, même si c’est à une échelle de beaucoup inférieure à ce dont est capable le gouvernement israélien, afin de donner l’impression qu’ils mènent une lutte contre ces attaques. En réalité, les tirs de roquette sont simplement une méthode de vengeance qui, à cause du désespoir et de la faim, obtient parfois un soutien parmi les Palestiniens. Les tirs de roquettes sont certainement incapables de casser la politique du siège (à la différence de l’évasion de masse de la frontière égyptienne) ou de nuire à l’oppression militaire. Cela nuit simplement à des civils autour des frontières de la bande de Gaza. C’est un cadeau politique fait à l’establishment capitaliste israélien qui emploie traditionnellement le conflit et la question de la sécurité afin d’augmenter son soutien. Le même soutien est chroniquement miné en raison de leurs attaques économiques continues sur les travailleurs et les pauvres en Israël ainsi qu’en raison des problèmes sociaux qui en résultent.

C’est également la raison pour laquelle la propagande de l’establishment fait un effort en créant une séparation artificielle entre les problèmes sociaux et les problèmes de sécurité. Mais le



conflit israélo-palestinien est également un problème social brûlant, et on ne doit pas se baser sur ces mêmes partis qui mènent ou soutiennent la guerre économique contre la majorité des Israéliens pour ne s’inquiéter des intérêts de la population que pour les questions de sécurité. Aucun des partis de l’establishment n’a de solution au conflit et aux problèmes qu’il crée.

C’est également pourquoi les partis de l’establishment sont côte à côte en temps de guerre et ne proposent pas rien comme alternative. Les partis soi-disant en opposition participent à une coalition élargie, juste comme ils le font de façon plus cachée pour les sujets économiques. Ainsi, il était possible de voir Benjamin Netanyahu du Likoud et Haim Oron de Meretz parlant d’une même voix. La presse de l’establishment forme également un chœur pour féliciter l’attaque et souligne son rôle comme chien de garde de l’establishment capitaliste et de ses guerres.

Meretz, qui se décrit en tant qu’élément du ‘Camp de la paix’, a réclamé une action à Gaza avant même la



guerre, comme il avait à l’époque soutenu la deuxième guerre du Liban. Il a même reçu des notes préliminaires du gouvernement au sujet de l’attaque. Afin d’essayer de gagner des voix du Parti Travailleurs, Meretz continue à remplir son rôle historique, en soutenant une politique gouvernementale destructive et nocive pour les Juifs et les Arabes.

Une Alternative Socialiste

La sécurité des Juifs israéliens ne pourra jamais être réalisée aux dépens de la sécurité des autres populations de la région. Les travailleurs et les pauvres, Juifs comme Palestiniens, partagent les mêmes intérêts et les mêmes aspirations à une réelle sécurité ainsi qu’à une paix durable. Afin d’arrêter les bombardements et toutes les méthodes d’oppression utilisées contre les masses palestiniennes, il faut un large mouvement social sur le terrain pour les combattre et pour mettre en avant une alternative à la guerre permanente et aux bains de sang interminables. Les organisations ouvrières, y compris Histadrut, doivent contribuer à la construction d’un tel mouvement, et cela dans l’intérêt général des travailleurs.

Le manque d’un tel mouvement, un mouvement ou-

vrier solide, un grand mouvement socialiste composé des travailleurs juifs et arabes, en Israël comme dans les Territoires Palestiniens, fait en sorte que des tas de familles de travailleurs et de pauvres sont victimes d’événements sur lesquels elles n’ont pas le moindre contrôle. Actuellement, la classe ouvrière n’est pas réellement organisée. Si la population était organisée d’une telle manière, la majorité de l’opinion publique juive-israélienne ne serait pas désespérée au point d’accepter les prétendues propositions sécuritaires du gouvernement. Le fait que la majorité des soutient est dû au fait qu’elle n’a pas de réponses à la question : « Qu’est-il possible de faire dès maintenant afin d’améliorer la situation ? » Comme cela a été dit, le gouvernement aurait pu faire beaucoup d’autres choses, mais a finalement choisi l’attaque.

S’il y avait un mouvement socialiste large et organisé, il aurait été possible de forcer le gouvernement à instaurer un réel cessez-le-feu, à faire cesser le siège et l’oppression de la population palestinienne, et à procéder à un échange complet de prisonniers. Un large mouvement socialiste devrait se mettre en place aussi bien dans les Territoires Palestiniens qu’en Israël, afin d’offrir une véritable alternative aux grands partis politiques existants et de mener une lutte pour cesser les bombardements ainsi que tous les actes d’agression contre les masses palestiniennes de la part du gouvernement israélien.

En l’absence d’un mouvement socialiste large réunissant les Juifs et les Arabes en Israël et dans les Territoires Palestiniens, d’autres forces politiques qui n’ont rien d’autre à offrir qu’une intensification du conflit vont se renforcer, comme cela s’est déjà produit ces dernières années. Cependant, il y a des mesures urgentes qui peuvent et doivent être prises afin d’établir la base pour la construction d’un tel mouvement. Le mouvement anti-guerre doit être élargi autour de la revendication d’une solution alternative qui procurerait une paix et une sécurité réelles aussi bien aux Palestiniens qu’aux Israéliens. Les manifestations communes des Juifs et des Arabes contre la guerre doivent être renforcées, avec une opposition implacable à toute forme de répression des manifestations ou protestations contre la guerre, avec un soutien au droit à l’autodéfense des manifestants attaqués, et avec une opposition claire aux provocateurs et aux autres forces qui tentent de détourner la lutte contre les résidents eux-mêmes.

Une autre mesure à prendre en vue de la construction d’un mouvement large est d’organiser une discussion sur l’offensive militaire israélienne et ses conséquences dans toutes les organisations ouvrières, les organisations étudiantes, les communautés de quartier et toutes les formations qui luttent pour un changement social et pour la défense des travailleurs et des pauvres – et cela inclut “City for all of us” à Tel Aviv et l’organisation “Power to the workers”. Il est important que dans ces réunions, une discussion soit tenue entre travailleurs et activistes juifs et arabes, dans le but d’arriver à une analyse commune de la situation actuelle, de trouver des solutions communes , d’organiser l’élargissement des protestations contre la guerre et, dans la mesure du possible, de diffuser une condamnation publique contre la guerre.

Le groupe “Kol Akher” (L’Autre Voix), qui a été mis sur pied par des dizaines de résidents israéliens et palestiniens du Négev occidental et de la bande de Gaza, montre ce que les résidents peuvent faire, avant même qu’un mouvement social large ne soit établi et même dans le but de construire un tel mouvement. Ce groupe est maintenant en train de mener campagne pour un nouveau cessez-le-feu et contre la guerre, et des centaines de résidents du Sud de l’Israël ont déjà signé leur pétition. Le groupe organise des discussions directes entre Israéliens et Palestiniens, ce qui est particulièrement significatif vu le niveau d’incitation à la haine et à la division alimentées par les canaux d’information officiels.

Le but des discussions directes est d’arriver à une compréhension des intérêts communs, et de trouver une solution saine. Le groupe des “Combattants pour la Paix” (qui regroupe d’anciens soldats et Palestiniens qui ont pris une part directe dans la lutte contre l’occupation), organise aussi des réunions et des dialogues similaires. Un mouvement socialiste large pourrait faire avancer la discussion à une échelle bien plus large, dans le cadre de comités de paix et de réconciliation, et pourrait ouvrir des discussions formelles sur les questions de sécurité et sur les « questions-clés » du conflit.

Aussi bien en Israël que dans les Territoires Palestiniens, il y a un besoin urgent de larges partis socialistes pour la classe ouvrière et les pauvres qui pourraient diriger un tel mouvement, comme partie intégrante